



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in / à M A D R I D

SP	PH	DJ				a/a
Datum	10/10					
Visa		D				D
EDA		10.10.86	15			
Ref. <u>p. B. 23. E. O.</u>						

D F A E 112.4.- CD/Pj
Direction politique I

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachricht vom
Votre communication du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

112.4.- CD/Pj

3.10.1986

Gegenstand / Objet ESPAGNE - Situation politique et économique

Je vous prie de trouver en annexe pour vos dossiers deux courts exposés, l'un politique préparé par M. Franco Besomi, l'autre économique de M. Walter Frunz; ils sont destinés à être présentés lors de la conférence consulaire qui se tiendra à Lisbonne le 9 octobre prochain.



L'Ambassadeur de Suisse

P. Cuénoud

P. Cuénoud

- (Copie avec annexes: - DFAE, Service économique et financier
- DFAE, Service de la documentation politique
- DFEP - BAWI

Annexes ment.



E S P A G N E 1 9 8 6

La situation politique en Espagne se caractérise actuellement par une certaine accalmie, un certain apaisement après une série d'événements qui se sont succédés tout au cours de ces premiers mois de l'année, événements qui vont sans doute influencer de manière déterminante la politique du pays pendant ces prochaines années.

Ces événements je vais les évoquer brièvement selon l'ordre chronologique.

- 1) Tout d'abord, l'adhésion de l'Espagne le 1^{er} janvier 1986, en compagnie du Portugal, aux Communautés européennes, adhésion mettant ainsi un terme à des négociations engagées depuis 1977, processus qui a bénéficié de l'appui de tous les partis politiques.
- 2) Ensuite, l'établissement, le 25 janvier, de relations diplomatiques avec Israël met fin à l'attitude quelque peu anormale de la politique étrangère espagnole. A part la Grèce, l'Espagne était le seul pays de la CEE à ne pas entretenir de relations diplomatiques avec Israël. Dans le passé, le gouvernement espagnol mettait surtout l'accent sur le fait qu'un rapprochement avec Israël n'aurait lieu que le jour où cette mesure pourrait contribuer au processus de paix au Proche-Orient. Dernièrement, le gouvernement socialiste insistait davantage sur les "intérêts nationaux espagnols". Cela revenait à dire que Madrid ne reconnaîtrait Israël que le jour où ses intérêts, tant politiques qu'économiques, avec le monde arabe seraient à l'abri de toute aventure. En fait, les réactions du monde arabe à cette reconnaissance ont été minimes.
- 3) La question de l'OTAN a longtemps exacerbé les relations de l'Espagne avec ses voisins européens et avec l'allié américain. Farouchement opposé à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, le parti socialiste,

- 2 -

à l'époque minoritaire dans un Parlement acquis à l'idée d'une participation à l'Alliance Atlantique, avait promis de revenir, un jour, sur cette question. La campagne électorale en vue des élections législatives d'octobre 1982 préconisait, entre autres, la tenue d'un référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN. Cependant, une fois installé au pouvoir, le gouvernement socialiste s'est bien gardé de précipiter les événements; certes, il a réitéré à plusieurs reprises sa promesse d'organiser un référendum; il a, toutefois, toujours soigneusement évité de s'engager pour une date quelconque. Mais qui plus est, il s'est opéré dans la sphère dirigeante socialiste, une conversion inattendue et surprenante qui, aujourd'hui encore, laisse incrédules et songeurs bon nombre de socialistes; d'institution tant décriée, l'OTAN s'est peu à peu transformée en une organisation qu'on se doit de ne pas quitter. Ce message, difficile à faire passer à une opinion qui, historiquement, est foncièrement anti-américaine et anti-blocs, incitait à faire penser que le gouvernement socialiste allait désormais renoncer à son intention de consulter le peuple. Initialement conçu par les socialistes pour faire sortir l'Espagne de l'OTAN, le référendum perdait dès lors, de l'avis quasi général, tout son sens du moment qu'il avait pour objet de l'y maintenir. Mais le gouvernement de Felipe González, fidèle à sa promesse, a tenu à consulter le peuple. Et le 12 mars dernier les "oui" l'ont nettement emporté. L'Espagne reste donc le seizième Etat membre de l'OTAN, aux trois conditions suivantes:

- 1) la participation de l'Espagne à l'Alliance atlantique ne comprend pas son incorporation à la structure militaire intégrée
- 2) interdiction d'installer, de stocker ou d'introduire des armes nucléaires en territoire espagnol
- 3) il sera procédé à la réduction progressive de la présence militaire des Etats-Unis en Espagne.

Au sujet de ce dernier point, je vous rappelle que les Américains ont en Espagne environ 12'000 hommes installés dans quatre bases, au terme d'un accord bilatéral toujours en vigueur. Les Etats-Unis ont en principe accepté de réduire leur présence militaire; les négociations sont en cours.

- 3 -

- Un autre événement important qui a eu lieu en avril de cette année, est la visite du Roi Juan Carlos à Londres, première visite officielle d'un monarque espagnol en Angleterre au cours d'un siècle. Certes, le problème de Gibraltar qui a longtemps envenimé les relations entre les deux pays est toujours d'actualité. Il n'en reste pas moins que par ce voyage ce problème perd de son acuité, les deux pays s'étant engagés définitivement sur la voie de la négociation pour le résoudre.
- Enfin: les élections législatives du 22 juin 1986. Felipe González s'est succédé à lui-même. Avec 184 députés dans une Chambre de 350 sièges, le parti socialiste a retrouvé la majorité absolue conquise en 1982. Certes, par rapport à 1982 il perd 18 sièges. Toutefois, compte tenue des vicissitudes de la première législature du gouvernement socialiste - augmentation du taux de chômage due notamment à la reconversion industrielle, changement d'attitude face à la question de l'OTAN - cette perte peut être considérée comme minime. Felipe González reste maître du jeu politique espagnol. Il bénéficie du prestige d'avoir été le réalisateur de l'adhésion du pays au Marché commun. Autre facteur de confiance: jamais la stabilité politique n'a été aussi grande en Espagne. De plus, la chute du dollar et l'effondrement des prix du pétrole ont consolidé l'espoir d'une relance économique. Le gouvernement prévoit un taux de croissance de 3 % du produit intérieur brut en 1986.

La droite, Coalition Populaire, reste certes la deuxième force politique du pays. Mais elle est en proie à de graves dissensions internes. Dernièrement, un des composants de la Coalition, le Parti démocratique populaire, de tendance démocrate-chrétienne, a décidé de former, avec ses 21 députés, un groupe parlementaire distinct du reste de cette formation. C'est que le chef de l'opposition, M. Manuel Fraga est de plus en plus contesté. Et ses prises de position contre le maintien de l'Espagne dans l'OTAN, son soutien inconditionnel à Washington dans la crise en Méditerranée, n'ont pas contribué à unir une opposition conservatrice à la recherche d'elle-même. Fraga n'est apparemment pas l'homme autour duquel peut se construire une droite espagnole moderne. Mais il y a plus. L'opposition n'a plus aujourd'hui de programme original, la politique appliquée par les socialistes l'ayant dépassée en particulier en matière de politique économique et de défense.

- 4 -

Surtout, la Coalition Populaire reste trop proche, sur des questions comme le divorce ou l'avortement, d'attitudes conservatrices qui ont perdu beaucoup de terrain en Espagne.

112.4/FW/do

CONFERENCE CONSULAIRE ESPAGNE - PORTUGAL 1986D) 2. ECONOMIE, TOURS D'HORIZON - ESPAGNE1) La situation économique de l'Espagne

Si en 1984 elle avait été essentiellement induite par un boom dans les exportations de biens et de services (près de 15 % en termes réels), la croissance économique a été, l'année passée, en grande partie le fruit d'une stimulation de la demande interne, effectuée par le biais de mesures fiscales et de libéralisation du secteur des investissements. Le PIB a crû, en 1985, de 2,1 % et cette tendance devrait se poursuivre cette année, sans pour autant atteindre le niveau de 3 % prévu par les Autorités. Le taux d'inflation de 8,8 % atteint à la fin de 1985 a été le plus faible qu'on ait vu en Espagne depuis 1972. On peut donc parler d'un certain succès dans la lutte du Gouvernement socialiste contre l'inflation. Les prévisions d'une réduction à 8 % cette année me paraissent quelque peu optimistes, vu la tendance des prix à la hausse à la suite de l'introduction de la TVA (IVA) au début de l'année. Le chômage reste un problème important. En 1985, 2,7 millions de personnes étaient sans emploi, un chiffre énorme qui non seulement met l'Espagne à la tête de ce "ranking" noir de l'OCDE, mais affecte un 20,6 % de la main-d'oeuvre disponible, dont le 50 % sont des jeunes. Il est vrai, d'autre part, que cette problématique est quelque peu nuancée, d'ailleurs comme au Portugal, par l'importance que revêt "l'économie submergée" dans l'ensemble de l'économie espagnole. Dans le secteur des échanges extérieures on pourrait noter que l'évolution positive de 1984 n'a pas tout à fait continué en 1985. Le déficit commercial de 5,6 mia. de dollars, couplé à un excédent croissant de la balance des services, a cependant fait que la balance des opérations courantes a bouclé à nouveau avec un solde positif de 2,9 mia. de dollars. Les réserves qui se trouvaient, à la fin de 1985, à un niveau confortable de 14,5 mia. de dollars, atteignent aujourd'hui 17 mia. de dollars. Dans sa politique économique, le Gouvernement socialiste continue à donner la priorité à la lutte contre l'inflation et la réduction du déficit budgétaire. Cette politique de rigueur, qui rencontre l'opposition des syndicats, a eu, comme je viens de le montrer, un certain succès au niveau des prix. Par contre, la lutte contre le déficit budgétaire, qui représente un 5,3 % du PIB espagnol, est encore restée dans une large mesure déclaration de bonnes intentions.

La politique de restructuration de l'industrie commence cependant à donner les résultats escomptés, même si le prix à payer - le chômage en témoigne - reste élevé.

Il est évident qu'avec l'entrée de l'Espagne au Marché Commun, les autorités font encore d'avantage d'efforts pour permettre à l'industrie espagnole de se diversifier. Ses contributions à la recherche et au développement dans le secteur de la haute technologie sont tout aussi notables que ses efforts dans le contexte de la conclusion d'accords-cadres, de joint ventures, etc. Il sera évidemment très intéressant aussi d'observer dans quelle mesure ces efforts vont porter leurs fruits dans le domaine épineux des relations luso-espagnoles.

2) Relations économiques Suisse-Espagne

L'allusion faite aux protocoles additionnels qui régissent les relations commerciales entre la Suisse et les nouveaux membres ibériques de la CE jusqu'au 1er janvier 1993 vaut naturellement pour l'Espagne. Contrairement à leurs voisins portugais, les Espagnols sont en général beaucoup moins familiers avec l'acquis du système de libre-échange européen. C'est principalement pour cette raison que des difficultés considérables ont dû être surmontées par les négociateurs suisses avant que nous puissions, le 14 juillet dernier, signer les nouveaux accords.

En 1985 l'Espagne a participé pour 1,4 % aux importations totales de la Suisse, occupant ainsi le 13ème rang parmi nos fournisseurs. Les importations suisses de l'Espagne, traditionnel exportateur de produits agricoles, se composent aujourd'hui à raison de 2/3 de produits industriels et de 1/3 de produits agricoles. Avec une quote-part d'environ 2 %, l'Espagne occupe la 12ème place parmi nos acheteurs. Ces dernières années nos exportations, en particulier la vente de machines, sont en perte de vitesse, tandis que la vente de produits chimiques et pharmaceutiques p.ex. reste assez stable. Pour illustrer la diminution de l'excédent dans la balance commerciale en notre faveur, voici les chiffres du solde des années depuis notre dernière rencontre: 1983, 382 mio. de FS, 1984 197 mio. de FS et 1985, 96 mio. de FS.

- 3 -

A côté de l'importance des échanges de marchandises, il y a lieu d'évoquer celle des opérations invisibles. Dans ce contexte des échanges de services, ainsi que des mouvements de fonds et de capitaux, je mentionne les quelques chiffres suivants:

En 1985 plus de 800'000 touristes suisses sont entrés en Espagne, et il en est résulté des revenus du tourisme importants pour ce pays. La main-d'oeuvre espagnole en Suisse comptait 106'887 personnes en 1985, dont 84'768 établis et 22'119 titulaires d'un permis à l'année, auxquelles s'ajoutaient 21'888 saisonniers. Avec 11,4 % de la population étrangère en Suisse, le contingent espagnol est le deuxième en importance, derrière les Italiens (400'000 personnes). Les transferts de fonds vers l'Espagne opérés par cette main-d'oeuvre se sont élevés l'année passée à quelque 80 mio. de dollars.

La Suisse occupait en 1985 la 4ème place parmi les investisseurs étrangers. On trouve des investissements suisses dans les principaux secteurs de la vie économique, notamment dans la production industrielle (entre autres transformation de produits agricoles, machines, industrie chimique/pharmaceutique), dans les services et dans le secteur immobilier. Il y a lieu de citer finalement - ce que je fais ici avec plaisir - qu'un grand nombre des 7'500 Suisses (dont 2'300 double-nationaux) domiciliés en Espagne prennent une part active à la vie économique du pays.

Madrid, le 1er octobre 1986